

## Après la défaite du Front commun, dissidence comprise **Le mouvement du 15\$ prend un relais tombé par terre**

La Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) a finalement ratifié l'entente dite bonifiée<sup>1</sup> malgré son rejet par une poignée de syndicats locaux dont ceux du Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) et des Centres de santé et des services sociaux des cités de Laval et de Gatineau, souvent avec une forte majorité<sup>2</sup>. Faut-il préciser que c'est là une défaite n'en déplaît pas aux directions syndicales qui font passer les reculs tactiques gouvernementaux pour une victoire syndicale tout en cachant l'absence de tout rattrapage salarial — ce sera tout juste si les hausses seront à la hauteur de l'inflation — et surtout de toute remise en cause de l'austérité et de la privatisation. Par leur très petit nombre de participantes des secteurs publics syndicaux et du communautaire, les manifestations de la Coalition mains rouges du 29 avril<sup>3</sup> tout comme celles du premier mai témoignent de l'effondrement subséquent de la mobilisation malgré l'éclat des brèves occupations de banques par de petits commandos. C'est le moment plus ou moins choisi pour ce qui pourrait être un décollage au Québec de la lutte pour le salaire minimum à 15\$ l'heure.

La rencontre traditionnelle du Premier mai entre les directions syndicales et le gouvernement, tout en taisant le bilan du Front commun dont les deux comparses ne pourraient que se réjouir ce qu'il faut cacher à la base syndicale et au grand public<sup>4</sup>, a révélé que « *[l]e monde syndical et le gouvernement Couillard forment aujourd'hui "deux solitudes" que rien [...] ne peut rapprocher.* » Mais ce constat n'a pas empêché que « *Jacques Létourneau, président de la Centrale des syndicats nationaux (CSN), parle malgré tout d'une "rencontre intéressante", soulignant l'ouverture du gouvernement à discuter de développement économique et de création d'emploi.* » Plus ça change... Quelles sont les sujets de discorde annonçant des conflits? « *La question d'une bonification "majeure" du salaire minimum avait déjà été rejetée d'emblée, la hausse des prestations des revenus de retraite semble être écartée, et le réinvestissement dans les services publics, tant demandé par les centrales syndicales, apparaît comme un fait accompli aux yeux de Québec...* »<sup>5</sup>

### **De la défaite du Front commun surgit la nouvelle priorité du salaire minimum à 15\$**

L'air de rien, les centrales relèguent la lutte contre l'austérité en troisième place pour lui substituer celle du salaire minimum. La Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ) appuie « *le Syndicat québécois des employées et employés de service (SQEES-FTQ) dont les membres travaillent dans une centaine de résidences privées pour personnes âgées [qui] privilégient la formule d'une négociation coordonnée pour obtenir partout un salaire minimum de 15 \$.* » [...] [Le président de la FTQ] présente [le plan d'action] en ces termes : « On revendique un tel salaire et

1 FSSS, [La FSSS-CSN adopte l'entente de principe bonifiée de la négociation du secteur public](#), 2/05/16. Ce communiqué laconique, passé inaperçu dans les médias, ne donne pas le résultat du vote. La défaite a un goût amer... à cacher.

2 Voir le [blogue privé](#) de Lutte commune

3 Voir mon album de [photos](#) : Environ 200 à 300 personnes y ont participé à Montréal y compris les commandos. À souligner l'association avec les chauffeurs de taxi contre Uber.

4 Voir mon bilan personnel à « [Le grand reniement tous azimuts](#) » sur mon site. On constate aussi un bilan négatif mais plus mitigé de la part du groupe anticapitaliste étasunien Internationalist Socialist Organisation (Ashly Smith, [What did Quebec public-sector unions achieve?](#), 11/04/16) et de Ricochet anglophone traduit en français (Robert Green, [La responsabilité du Front commun](#), 26/04/16). Selon un bilan hâtif bien avant la fin de cette lutte (Bernard Rioux, [Les enjeux concernant l'unité et la démocratie dans les négociations du secteur public en 2015](#), Presse-toi-à-gauche, 12/01/16), le principal secteur de gauche au sein de Québec solidaire, certes critique de la direction du Front commun et même de celle du parti, blâme le manque de politisation de la base syndicale — faudrait-elle qu'elle soit anticapitaliste? — tout en restant coite sur son propre silence analytique et propositionnel au sein de la gauche syndicale (réunion, facebook de Lutte commune) depuis le rejet de l'entente à la fin décembre par les délégations de la FSSS et de la FAE et en ne critiquant pas les directions de ces deux fédérations qui ont refusé de remobiliser leur base par la suite. Cette gauche Solidaire reste accrochée à la bureaucratie de gauche — les dirigeants de la FSSS et de la FAE furent invités comme conférenciers principaux à la réunion publique de bilan organisée par l'Intersyndicale Solidaire qu'elle dirige — qui elle-même s'accroche à celle dirigeant les centrales syndicales.

5 Philippe Orfali, [Québec et les syndicats figés aux antipodes](#), Le Devoir, 30/04/16

on ne dit pas qu'il faut que ça arrive demain matin ; on étale cela sur six ans et on veut atteindre le salaire de 15 \$ de l'heure en 2022. Il y aura des moyens d'action qui seront pris et des revendications qui auront lieu au fil du temps.»<sup>6</sup> Cette priorité soudaine fait en sorte que "[c]ette année, le 1<sup>er</sup> mai va être l'occasion de lancer une vaste campagne en faveur du salaire minimum à 15 dollars de l'heure", révèle Louise Chabot, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) »<sup>7</sup> Traîne la patte la CSN malgré que son conseil central montréalais, poussé par son comité jeunesse, s'y rallie.<sup>8</sup>

Anticipant cette nouvelle priorité, tant l'Institut de recherche et d'information socio-économiques (IRIS)<sup>9</sup> que l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC)<sup>10</sup> y sont allés coup sur coup de leur billet ou fiche technique justifiant un salaire minimum de 15\$ l'heure. L'IRÉC s'appuie sur les résultats de la campagne étasunienne<sup>11</sup> et justifie la cible de 15\$ par un argumentaire de type patronat lucide (voir plus loin). L'IRIS, plus rigoureuse, construit un panier de consommation en fonction de la région urbaine — par exemple, le coût du logement est plus cher en métropole et celui de la nourriture est plus cher en région éloignée — et de la taille et la composition du ménage permettant le calcul d'un variable « *salaire viable [...] pour subvenir à ses besoins, participer à la vie économique et culturelle de sa localité tout en mettant de l'argent de côté pour améliorer sa situation.* » Le pragmatisme comparatif de l'IREC escamote la question combinée de l'échéance et de l'inflation tandis que le « communisme » (« à chacun selon ses besoins ») de l'IRIS complique la simplicité de la revendication au risque de provoquer un faux débat.

On voit déjà cette campagne comme une thématique électorale en 2018 : « on peut penser que, durant la prochaine campagne électorale au Québec, on va être actifs si le pouvoir politique n'a pas bougé à ce sujet. Si cette mesure était adoptée aujourd'hui, on calcule qu'il faudrait des augmentations de 70 sous de l'heure par année pour atteindre cet objectif en 2022 ».<sup>12</sup> Québec solidaire saisit la balle au bond tout en profitant de l'occasion pour mettre le PQ dans ses petits souliers : « Les députés solidaires Manon Massé et Amir Khadir ont jugé cette main tendue [l'initiative de convergence du chef du Parti québécois] irréconciliable avec le refus du PQ d'appuyer une motion de QS qui demande au gouvernement Couillard d'augmenter le salaire minimum à 15 \$ l'heure. »<sup>13</sup> L'Intersyndicale de QS emboîte le pas<sup>14</sup> tout comme l'association radicale étudiante ASSÉ et la Coalition anti-pauvreté et sans doute bien d'autres.

## **La lutte du 15\$ lavera-t-elle plus blanc les centrales que celle du Front commun?**

On se réjouit de cet enthousiasme soudain de la part des directions syndicales et populaires, exception faite de la CSN et de la FSSS pour l'instant, et de celle de Québec solidaire pour le salaire minimum à 15\$ l'heure. On peut cependant regretter le tassement des initiateurs québécois de cette campagne depuis plus d'un an<sup>15</sup> dont en particulier le collectif anticapitaliste de Québec solidaire, Alternative socialiste, au point d'être ignoré par leurs camarades de l'Intersyndicale<sup>16</sup> proche de la direction du parti. Cette marginalisation, aussi inacceptable soit-

6 Réginald Harvey, [L'objectif: un salaire minimum à 15 \\$ de l'heure d'ici 2022](#), Le Devoir, 30/04/16

7 Hélène Rouleau-Ganzmann, « [Donner une voix aux sans voix](#) », Le Devoir, 30/04/16

8 Patrick St-Pierre, [Hausse du salaire minimum à 15\\$ - Le conseil central saute dans la lutte !](#), Presse-toi-à-gauche, 26/04/16

9 Philippe Hurteau, [Pour un salaire minimum à 15,10 \\$/heure](#), IRIS, 1/05/16

10 IRÉC, [Planifier une cible de 15 \\$ l'heure](#), avril 2016

11 On pourrait lui rétorquer que 15\$ canadien, au taux de change du marché, ne vaut que 11.70\$ étasunien (5/05/16). Mais ce serait ignorer qu'au final cette disparité est compensée par des services publics et des programmes sociaux nettement supérieurs au Canada et encore plus au Québec (éducation supérieure moins chère, assurance médicaments et garderies subventionnées) sans compter qu'en termes de parité de pouvoir d'achat (PPP), le dollar canadien vaut au moins 13.00\$ étasunien.

12 Réginald Harvey, [L'objectif: un salaire minimum à 15 \\$ de l'heure d'ici 2022](#), Le Devoir, 30/04/16

13 Robert Dutrisac, [L'enjeu du salaire minimum met à mal la convergence souverainiste](#), Le Devoir, 29/04/16

14 [Pamphlet](#) de l'Intersyndicale

15 Marc Bonhomme, [La lutte pour un salaire minimum à 15\\$ l'heure, point aveugle de la lutte contre l'austérité et les hydrocarbures](#), 15plus.org, 22/08/15

16 Pour son assemblée publique sur le sujet, l'Intersyndicale ignore le porte-parole de 15plus.org et membre d'Alternative

elle, est à la fois une preuve du succès de leurs efforts pionniers et la reconnaissance d'un passage obligé pour sortir cette lutte de la confidentialité.

Sauf que les coups de couteau dans le dos et les crocs-à-jambe à la lutte du Front commun par les mêmes organisations invite à souhaiter que 15plus.org, s'appuyant sur sa crédibilité, maintienne toute sa critique vigilance anticapitaliste au sein de cette mouvance. On peut même se demander si tout ce beau monde ne tente pas de se délivrer du boulet de leur lâchage du Front commun en s'enveloppant du manteau vertueux de la lutte pour le 15\$. Si les femmes bas-salariées de la FSSS ont été abandonnées à leur sort, les bas-salariés du privé pourraient l'être aussi si la lutte en venait à se corser ou tout simplement en édulcorant la revendication pour la rendre digestible au patronat.

Pourtant, comme l'a montré la manifestation du premier mai de Montréal<sup>17</sup> précédée de celle du 15 avril<sup>18</sup>, il y a pour cette revendication un début de mobilisation des bases syndicales du secteur privé, surtout affiliées à la FTQ, sans compter chez certaines organisations communautaires. Une cinquantaine de syndicats locaux de résidences privées pour personnes âgées, affiliée à la SQEES-FTQ, annonce une grève d'une journée pour le 11 mai laquelle pourrait se renouveler<sup>19</sup>. Le même secteur de la FSSS-CSN s'y joindra-t-il? Il semble que le modèle à succès, depuis la fin des années 1980, des négociations coordonnées dans l'hôtellerie de la Fédération de commerce de la CSN fait des émules<sup>20</sup>.

## Un terrain de lutte miné par le piège récupérateur de la généralisation du fordisme

La lutte pour le 15\$ est parsemé de chausse-trapes et d'attrape-nigauds. Alors que la lutte initiée par 15plus.org insiste pour « *augmenter le salaire minimum à 15 \$ de l'heure dès maintenant, et de l'indexer automatiquement au coût de la vie...* »<sup>21</sup>, la campagne de la FTQ le reporte à 2022 sans parler d'indexation. Déjà que ce 15\$ est à peine au-dessus du seuil de faible revenu canadien estimé à 13,35 \$ l'heure. Le député Solidaire Amir Khadir, affirme que « *le salaire minimum doit être augmenté le plus rapidement possible* » sans spécifier davantage mais le parti patronne la pétition de 15plus.org réclamant une hausse immédiate puis indexée.

Le compromis syndical n'est pas pour déplaire à une partie du patronat comme Alexandre Taillefer, propriétaire de Téo Taxi, qui « *défendait fin mars le salaire minimum à 15 \$ l'heure lors d'une conférence au Sommet annuel du Conseil québécois du commerce de détail.* »<sup>22</sup> D'argumenter cet homme d'affaires :

*« De nombreuses entreprises ont compris que le traitement qu'elles offrent à leurs employés avait un lien direct avec la qualité du service offert à leurs clients, la diminution du taux de roulement, les coûts de formation et leur productivité globale. Et malgré ces salaires plus élevés que ceux payés par leurs concurrents, elles figurent parmi les entreprises les plus performantes dans le secteur des bas prix. On pense par exemple à Costco. Ce dernier, qui offrait déjà les meilleures conditions de l'industrie, a récemment annoncé que le salaire minimum qu'il offrait au Canada était haussé à 13,50\$. Un caissier qui y travaille depuis cinq ans gagne environ 25\$ de l'heure. Vous avez bien lu, 50 000\$ par année. Costco semble y trouver son profit. »*<sup>23</sup>

---

socialiste pourtant digne d'une entrevue par le réseau TVA ([Entrevue 15plus à TVA nouvelles](#), 15/04/16)

17 En caricaturant quelque peu, on pourrait dire de cette manifestation regroupant de mille à deux milles personnes, bye bye secteur public syndical et communautaire, allo secteur privé, ou encore bye bye CSN et Coalition mains rouges, allo FTQ et ses grévistes d'Unifor. Voir [mon album de photos](#).

18 Radio-Canada avec La Presse Canadienne, Reuters et The Guardian, [Les préposés aux bénéficiaires des résidences privées réclament eux aussi 15 \\$ de l'heure](#), 15/04/16

19 SQEES-FTQ, [48 grèves d'un jour le 11 mai dans des résidences pour personnes âgées \(SQEES-FTQ\)](#), Presse-toi-à-gauche, 28/04/16

20 FC-CSN, [Négociation coordonnée de l'hôtellerie 2016 - Le début d'une neuvième ronde\(FC-CSN\)](#), Presse-toi-à-gauche, 17/04/16

21 [Texte de la pétition de l'Assemblée nationale](#) originant de 15plus.org et patronnée par Québec solidaire

22 Catherine Lalonde, [Pleins feux sur la hausse du salaire minimum](#), Le Devoir, 2/05/16. Le contexte de l'article laisse penser que ce salaire horaire se réfère à une semaine de 40 heures.

23 Alexandre Taillefer, [#15\\$minimum](#), Voir, 14/04/16

On retrouve la même justification que celle d'Henry Ford il y a un siècle pour qui la compensation salariale au-dessus de la moyenne retenait une main d'œuvre aliénée par la nouvelle organisation « scientifique » du travail à la chaîne tout en élargissant à la clientèle populaire l'accès à l'automobile individuelle en propriété privée et propulsée par le moteur à explosion<sup>24</sup>. (Il n'est pas certain que l'humanité ne se remette jamais de ce cataclysme du consumérisme pétrolier.) La dialectique fordiste de l'accroissement de l'exploitation et de l'oppression grâce aux relatifs hauts salaires est mûre pour passer de la manufacture à la chaîne au commerce de détail à la chaîne suite aux innovations technologiques et organisationnelles des Walmart et aux services à la chaîne suite à celles des MacDonald... aux dépens des PME non sous-traitantes car

*« Mis ensemble, les travailleurs au salaire minimum et les bas salariés (10 % au-dessus du salaire minimum) au Québec sont surtout des femmes, de 15 à 24 ans, faiblement diplômées, qui travaillent dans de petites entreprises (20 employés ou moins), en commerces de détail, hébergement et restauration. »<sup>25</sup>*

Si cette adaptation, mûre technologiquement depuis longtemps, tarde tant c'est que les rapports sociaux très défavorables au prolétariat depuis le début de l'ère néolibérale ne la rendaient pas nécessaire. D'une part la consommation par endettement sur la base de la globalisation des marchés gobant les ex économies collectives suffisaient à rétablir la rentabilité capitaliste. D'autre part, la mondialisation et la hiérarchisation des chaînes de production combinées à l'idéologie de la « pensée unique » avaient provoqué un affaiblissement de la riposte sociale rendant inutile toute concession au prolétariat.

Tant la « grande récession » débutée en 2008 que la chaîne subséquente des grands soulèvements populaires initiés en 2011 dans le monde arabe jusqu'à la « Nuit debout » française ont déstabilisé à ce point le paradigme de l'accumulation néolibérale que s'imposent de grandes réformes souhaitées par l'aile patronale lucide :

*« De plus en plus d'économistes réalisent que la morosité dans laquelle est plongée notre économie est directement reliée aux inégalités croissantes présentes en Occident. Il reste bien sûr plusieurs défenseurs d'un salaire minimum le plus bas possible, comme l'Institut Fraser, "think tank" de droite, qui s'évertue à faire la promotion du libertarisme économique. Heureusement, d'autres voix s'élèvent, et non les moindres. Dans une lettre adressée au président Obama, 75 économistes réputés, incluant sept prix Nobel, dont Joseph E. Stiglitz, ont plaidé en faveur d'une augmentation importante du salaire minimum. »*

## **Supplément de pouvoir d'achat générant une « salutaire » hausse de l'inflation**

Ces nouveaux lucides voit d'un bon œil le déroulement de la lutte des 15\$ aux ÉU, surtout les compromis auxquelles elle aboutit :

*« Le 29 novembre 2012, à Manhattan, une centaine d'employés travaillant dans le secteur de la restauration rapide ont choisi de quitter leur emploi pour aller manifester pour de meilleures conditions de salaires. Payés 7,25\$ de l'heure, ils ont éveillé l'attention de leurs pairs et de l'opinion publique quant à la précarité dans laquelle ils se trouvaient, devant compter sur les timbres alimentaires et un second emploi pour joindre les deux bouts. Trois ans plus tard, des dizaines de milliers de personnes manifestaient dans plus de 200 villes américaines et scandaient leur soutien au mouvement alors appelé #fightfor15. [...]*

*« De nombreux États ont choisi d'emboîter le pas, influencés par le leadership de New York. La Californie procédera par référendum en novembre prochain afin de déterminer si elle aussi atteindra 15\$ l'heure d'ici 2022. La ville de San Francisco l'a déjà fait, comme Seattle. Au Canada, l'Alberta a haussé le salaire minimum d'un dollar en octobre et vise à atteindre 15\$ d'ici 2018. Il est grand temps que le Québec se joigne à ce mouvement qui nous servira tous: viser 15\$ d'ici cinq ans. »*

Cette réforme, selon le patronat lucide, pourrait réduire les inégalités qui désormais, évalue-t-on

<sup>24</sup> [Henry Ford et son très généreux salaire de 5 dollars par jour](#), sans date

<sup>25</sup> Catherine Lalonde, [Plains feux sur la hausse du salaire minimum](#), Le Devoir, 2/05/16

en haut lieu, sont devenues une entrave à la croissance — finie l'idée de la croissance d'abord et avant tout — d'autant plus qu'« [u]ne grande majorité de ces augmentations seront dépensées dans nos commerces et remises au gouvernement en taxe de vente » car la propension à épargner des gagne-petits est presque nulle. Cerise sur le gâteau, cette augmentation du salaire minimum réduirait les inégalités sans charge supplémentaire d'impôt pour des fins de redistribution... et donc sans supplément d'État social, ce qui serait susceptible de gagner l'adhésion de la partie la plus récalcitrante de la bourgeoisie :

*« Mais ne devrions-nous pas viser à tirer les plus pauvres vers le haut plutôt que de tirer les plus riches vers le bas? Avec un taux d'imposition marginal qui atteint maintenant 54%, une taxe de consommation de 15% et des impôts fonciers qui ne cessent d'augmenter, est-ce vraiment raisonnable d'en vouloir davantage de la part des 25% des Québécois les plus riches qui versent déjà 77% des impôts perçus? »<sup>26</sup>*

Finalement, cette injection supplémentaire de pouvoir d'achat dans l'économie tout comme la hausse des coûts d'opération dans les entreprises concernées, particulièrement celles intensives en main d'œuvre bon marché, serait susceptible de générer une légère inflation qu'appelle de tous ses vœux la Banque centrale, et pas seulement celle canadienne, pour redonner à la politique monétaire toute sa souplesse. Elle permettrait une hausse concomitante des taux d'intérêt, aujourd'hui au plancher ou presque, qui donnerait une marge de manœuvre en cas de nouvel effondrement économique à la 2008<sup>27</sup>... tout en permettant aux banques sans plus attendre d'augmenter l'écart des taux d'intérêt entre dépôts et prêts... et tout en réduisant l'impact réel de la hausse du salaire minimum à moins qu'il ne soit indexé.

*« Quel serait l'impact pour le secteur de l'alimentation, celui qui offre les marges nettes les plus basses? En fonction du type de commerce, la main-d'œuvre représente entre 6 et 10% des frais d'exploitation. Une hausse de 20% des salaires augmenterait donc les frais d'exploitation du détaillant en moyenne de 1,6%. Il faut ajouter la hausse des coûts liés aux produits fabriqués ici et celle liée au transport. Cette hausse totale estimée à moins de 4% serait facilement absorbée par l'augmentation des ventes des détaillants et par une légère inflation du prix des produits. Une inflation qui sera largement compensée par la hausse des salaires des moins nantis et qui sera tout à fait acceptable par les plus riches, certainement plus qu'une autre hausse d'impôts. Nos détaillants ont de bien plus importantes sueurs froides avec notre dollar. »*

Cette hausse causerait-elle des problèmes de compétitivité particulièrement sur les marchés canadien et international? En autant que ce sont principalement les secteurs du commerce au détail et des services privés aux personnes qui sont surtout concernés, ni la compétitivité nationale ne serait affectée, car toutes les entreprises seraient pareillement touchées, ni celle extérieure car la clientèle de ces secteurs est captive du marché intérieur sauf aux frontières. Seraient touchées les PME manufacturières (et possiblement des services aux entreprises) opérant uniquement au Québec... mais non les transnationales (et *transprovinciales*). Quoique des politiques semblables au Canada et aux ÉU réduiraient les désavantages pour les PME manufacturières uniquement québécoises. Resterait les Walmart de ce monde y compris celles proprement québécoises s'il en reste, important massivement des pays émergents, qui s'en sortiraient les grands gagnants.

## **Une lutte ouvrant une brèche vers la grève sociale pour le plein emploi écologique**

La lutte pour le salaire minimum à 15\$ sous l'égide des fossoyeurs du Front commun augure d'une compromission avec l'aile lucide de la bourgeoisie. Bien sûr, ses partisans la qualifieront d'alliance progressiste pour le plus grand bien du prolétariat pauvre majoritairement féminin. Que restera-t-il de ce 15\$ non indexé en 2022 d'autant plus que son atteinte suppose un chamboulement du rapport de forces que les chefs de file du nouveau mouvement n'ont nullement essayé de créer au bénéfice des bas-salariées de la FSSS. Au-delà des déclarations publiques, au-delà des occasionnelles manifestations et distributions de tracts, au-delà même des grèves

<sup>26</sup> Alexandre Taillefer, [#15\\$minimum](#), Voir, 14/04/16

<sup>27</sup> Louis Gill, [Les étonnantes propositions de «The Economist»](#), Le Devoir, 10/03/16

routinières qui peuvent aboutir à un salaire brut de 15\$ au bout de cinq ans si les salaires de départ sont assez élevés et qu'on sacrifie les conditions de travail et les pensions à la question salariale, il s'agira d'organiser un mouvement politique confinant à la grève sociale. La majorité des bas salariées ne sont-elles pas d'ailleurs non syndiquées?

Le caractère holistique de la grève sociale, grève politique d'occupations, de blocages et de manifestations monstres, impose de combiner les grands enjeux majeurs qui taraudent le peuple québécois — austérité-privatisation, hydrocarbures-climat, pauvreté-inégalités, guerres-immigration — dans une matrice commune de lutte stratégique pour une indépendance de plein emploi écologique sur la base de la socialisation des banques, des transports et de l'énergie. À cet égard, le Front commun a été un Printemps érable avorté, une immense occasion manquée laquelle, combinée à la lutte des 15\$ aurait mobilisé conjointement et spécifiquement les prolétariats du public et du privé, syndiqués et non syndiqués et, *last but not least*, les Québécois de souche et ceux des communautés culturelles avec chaque fois les femmes à l'avant-garde.

Faute de ne plus pour l'instant prendre la grève sociale par le bout de l'austérité, prenons-la dans la prochaine période par celui de la lutte pour le salaire minimum à 15\$ maintenant et indexé en combinaison avec la lutte contre les hydrocarbures, toujours présente sous un aspect ou sous un autre<sup>28</sup>, et en donnant une place de plus en plus importante à la question de l'immigration sous tous ces visages<sup>29</sup>, trop négligée sauf par la gauche libertaire.

Marc Bonhomme, 6 mai 2016

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

28 On ne peut pas s'empêcher de penser que la catastrophe de l'incendie de Fort McMurray, centre logistique de l'exploitation des sables bitumineux, est un retour de boomerang versus la crise climatique provoquant un effet El Niño particulièrement prononcé lui-même responsable de la sévère sécheresse affectant une partie de l'Ouest canadien. On se dit que ce grand malheur serait l'occasion de ne pas rebâtir cette ville maudite pour plutôt recycler les travailleurs affectés vers un programme massif de construction et de rénovation écologiques de domiciles et autres bâtiments, et des matériaux de construction nécessaires pour ce faire, dont l'Alberta pourrait être le programme-pilote. Et au diable les pertes des grandes pétrolières. Le monde en a assez d'être leurs otages.

29 La Presse canadienne, [Immigration - Occupation d'un édifice gouvernemental: une vingtaine d'arrestations à Montréal](#), Le Devoir, 4/05/16